

On en
a plein
le dos

alerteTMS.org

Union
syndicale
Solidaires

Stoppons
les
Troubles
Musculo-
Squelettiques

Les Troubles Musculo-Squelettiques (TMS) sont considérés comme une des questions les plus préoccupantes en santé au travail et en santé publique. Depuis 1989 les TMS représentent la majorité des maladies professionnelles déclarées et reconnues (plus de 87 % des maladies professionnelles en 2015). Face à cette situation, l'Union syndicale Solidaires lance une grande campagne pour améliorer les conditions de travail de toutes et tous.

Les TMS

(Extrait étude DARES résultats décembre 2016 N° 081)

Définition

Les troubles musculo-squelettiques (TMS) désignent un ensemble de pathologies affectant les tissus mous présents au voisinage des articulations (muscles, tendon, nerfs, vaisseaux, etc.), des membres et du dos. Elles se traduisent par des symptômes douloureux et par une capacité fonctionnelle réduite. Ces affections touchent le poignet, l'épaule, le coude, le rachis ou les membres inférieurs (genoux, pieds).

Leurs causes

Des études montrent que les TMS ont des causes variées et cumulatives. Les contraintes physiques et biomécaniques (efforts musculaires, postures inconfortables, vibrations, températures extrêmes, travail sur écran...) ainsi que les contraintes organisationnelles (gestes répétitifs, contraintes de temps...) sont à l'origine de symptômes parfois aggravés par l'état de santé des salarié-es. Les contraintes psychosociales (notamment demande psychologique, manque de soutien social et de latitude décisionnelle), en altérant la capacité de récupération des salarié-es, jouent aussi un rôle dans l'apparition des TMS.

Déclarer les TMS et faire le lien avec le travail

Plusieurs rapports estiment qu'il y a une importante sous-déclaration des TMS. De plus il faut faire face à la difficulté à faire admettre le lien avec le travail. L'imputation des TMS au travail ou à des facteurs personnels (il est souvent invoqué la pratique intensive du tennis ou du jardinage !) est l'objet de constantes controverses et de difficultés réelles pour les salarié-es pour faire reconnaître l'origine professionnelle de leur pathologie.

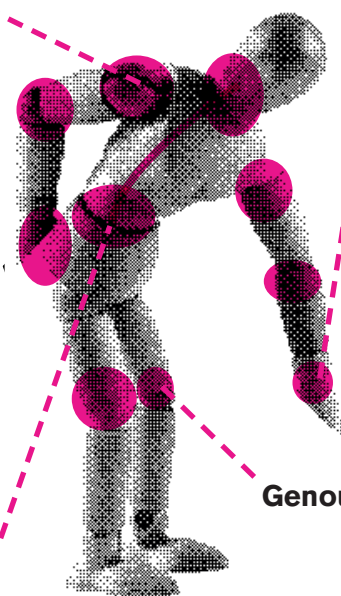
Ces sous déclarations ont des conséquences concrètes à plusieurs niveaux

- La non prise en compte de la responsabilité des employeurs empêche la mise en place de mesures de prévention et contribue du coup à une augmentation très importante du nombre de salarié-es concernés.
- Les frais médicaux sont du coup pris en charge par le régime général et les complémentaires en lieu et place de la branche spécifique AT/MP et, de fait, là aussi, les employeurs se trouvent exonérés de leur responsabilité financière.
- Le nouveau système de l'inaptitude risque de servir aux employeurs pour se « débarrasser » de salarié-es ne pouvant plus travailler à cause des TMS.

Toutes et tous concerné-es

On retrouve des TMS dans de très nombreux secteurs :

Cou, haut du dos, épaules, coudes : centre d'appels, travail sur écran voire multi-écrans. Notamment chez Orange en 2011, dans le cadre d'un protocole nommé SALTSA, 12 troubles spécifiques ont été retenus (cervicalgies avec irradiations, syndromes de la coiffe des rotateurs, épicondylite et épitrochléite...). Les travailleurs sur écrans et les télé-conseillers plus touchés aux cervicales, haut du dos et poignets alors que les techniciens plutôt aux épaules et coudes, tous les administratifs sont concernés.



Poignets et épaules : dans les travaux publics avec les charges à porter, certains outils lourds ou/et transmettant des vibrations, des engins de chantier, dans l'agroalimentaire (abattoirs, découpage de poisson), l'électromécanique, la chimie, l'industrie manufacturière, la grande distribution (employé-es de caisse), la coiffure, la couture, la cuisine, les sociétés de nettoyage, la viticulture, l'archéologie, l'hospitalier, enseignement...

Genou : BTP (carreleur, plombier, couvreur)

Rachis : BTP, mines et carrières, conduite d'engin, fret, abattoirs et entreprises d'équarissage, caristes, agriculture, viticulture, travail sur écran, archéologie et aussi – les salarié-es de centres de gestion où l'organisation du travail les clouent à leur siège, secteur du transport et livraison.

Que faire ?

La prévention et la réparation, comme souvent, passent par la mise en cause de la responsabilité des employeurs, y compris pécuniaire.

Une des premières démarches à effectuer est donc d'entamer une procédure pour faire reconnaître les TMS dont vous êtes atteints via la procédure de reconnaissance de maladies professionnelles ou d'accidents du travail. Vous trouverez les renseignements sur celle-ci sur notre site alerteTMS.org que vous soyez un-e salarié-e du public ou du privé.

Il ne faut pas rester isolé-e dans cette bataille et nous vous invitons à prendre contact avec nos équipes syndicales pour qu'elles vous accompagnent dans ces démarches et puissent les mutualiser et les coordonner. Certainement d'autres salarié-es de votre entreprise, de votre administration sont dans la même situation. C'est ensemble que nous pouvons faire évoluer les choses !

Les équipes syndicales pourront lancer des enquêtes et obliger les entreprises, les administrations à mener des actions de prévention. Si les employeurs ne le font pas, alors ce sont des procédures en faute inexcusable qui pourront être initiées.

Nous formons nos équipes syndicales et leur donnons les outils pour mener ces batailles essentielles pour ne plus perdre notre santé au travail.

Vous trouverez toutes les informations et les contacts sur notre site alerteTMS.org. Vous pouvez aussi y commander du matériel pour relayer cette campagne (affiches, autocollants, tracts...).

Union
syndicale
Solidaires

alerteTMS.org

Stoppons
les
Troubles
Musculo-
Squelettiques